Une interview par la BBC du ministre hongrois des Affaires étrangères vire au procès stalinien

28/06/2018 à 12h56



Une entrevue du ministre hongrois des affaire étrangères, Péter Szijjártó par une journaliste de la BBC, Emily Maitlis

– Péter Szijjártó: nous sommes clairement sceptiques à ce sujet car nous voyons que l'hypocrisie et le politiquement correct sont toujours là. Les plus grands états-membres – sauf pour l'Italie maintenant – ne sont pas prêts à considérer les aspects sécuritaires de l'immigration. Les politiques actuelles de l'UE peuvent facilement être comprises comme une invitation dans l'esprit de ces gens [migrants] qui peuvent facilement décider de prendre la route de l'Europe en se basant sur leur quotidien.
– Emily Maitlis: au sujet des réfugiés du monde, vous avez adopté la semaine passée une nouvelle loi qui rend illégale l'aide aux migrants; elle criminalise l'aide aux immigrants sans papiers et ceci inclut les demandeurs d'asile, pourquoi faire une chose pareille?
– Péter Szijjártó: il y a des organisations qui aident des gens à demander l'asile même sans base légale pour cela et font la promotion de la violation de la frontière hongroise, promouvoir des occasions dépourvues de base légale, si vous le

faites, il faut en subir les conséquences
– Emily Maitlis: vous rendrez illégal d'aider des réfugiés à remplir des formulaires, vous rendrez passible de prison d'organiser ou de distribuer de l'information qui pourrait aider des migrants; vous acceptez maintenant que cette loi ne fait pas que violer les droits de l'homme, mais elle viole aussi des traités internationaux que vous avez signés
– Péter Szijjártó: ah, le contenu de la loi n'est pas ce que vous venez d'énumérer. Le contenu de la loi est que si vous faites la promotion de possibilités illégales…
– OK
– désolé, de venir en Hongrie alors il faudra en subir les conséquences…
– parlons de cette question d'illégalité, parce que quiconque rejoint votre pays qui se déclare réfugié a le droit d'avoir ses papiers et sa situation examinée et vous allez maintenant rendre illégal – sauf erreur de ma part – d'aider quelqu'un à trouver ou promouvoir…
– vous savez, nous sommes, au sud, nous sommes entourés de pays en paix. Donc ces gens, qui violent nos frontières, viennent tous de pays paisibles comme la Serbie et la Croatie et il n'y a pas, aucune référence, dans aucune règle internationale, pourquoi on devrait vous permettre, ou aider, ou assister, à violer la frontière entre deux pays en paix…
– OK vous savez bel et bien que vous n'avez aucun problème d'immigration en Hongrie, vous savez bel et bien que vos propres données indiquent que vous avez 3600 demandeurs d'asile dans un pays de 10 millions? Vous savez bel et bien qu'il n'y a eu que 300 demandes d'asile, cette année. Vous n'avez pas de problème d'immigration dans votre pays.
– Vous savez, le défi c'est, le défi est que puisque la politique de l'Union Européenne est toujours basée sur l'invitation et qu'il y a des dizaines de millions, autour de l'Europe, qui peuvent prendre la route très facilement…
– c'est en baisse de 81%…
– je m'excuse, oui, mais vous savez…
– c'est en baisse de 81% depuis deux ans

– OK…
– quand vous parlez de cette invitation…
– si vous…
– vous inventez quelque chose qui n'a plus cours
– non, non, non. Si vous me permettez de terminer. Depuis 3 ans, nous avons eu le temps de nous donner la capacité, d'être capables de nous protéger depuis le sud. Nous avons eu le temps de bâtir notre capacité de contrôler nos frontières. Maintenant, dites moi, si la voie terrestre vers l'ouest se fait réactiver, qui arrêtera les immigrants illégaux? La première ligne de défense est encore la Hongrie, la frontière sud de la Hongrie, parce que, parce que, les pays au sud de nous, soit n'ont pas la capacité, soit n'ont pas la volonté d'arrêter ce genre de flux…
– sauf que bien sûr vous vous servez de cette question d'influx ou d'invitation ou de sécurité, alors que, en réalité, il s'agit de quelque chose de bien plus simple avec votre gouvernement, n'est-ce pas, quand vous regardez les mots de Viktor Orban, il a comparé l'immigration à une épidémie de grippe, il a parlé d'invasion musulmane, il a parlé de la Hongrie chrétienne, et d'une population mélangée sans sens d'identité, et il a traité les arrivants de terroristes potentiels donc ceci n'est pas une question d'immigration, n'est-ce pas, c'est une question de xénophobie
– non, je dois rejeter ça, et je considère comme une insulte ce que vous venez de dire, parce que nous Hongrois nous avons bien le droit, et personne, personne ne peut nous l'enlever, nous avons le droit de prendre nos propres décisions sur qui nous aimerions permettre d'entrer en territoire hongrois et à qui nous ne permettons pas…
– droit au fait que ceux que vous ne voulez pas voir arriver sont musulmans pas vrai?
– si vous pouviez seulement, si vous me laisser finir…
– sauf objection, droit au fait…
– j'aimerais répondre à votre question précédente, parce qu'elle s'était conclue avec de très graves insultes envers mon pays je je dois le rejetter parce que, vous savez, j'ai

toujours été respectueux envers quiconque m'interroge mais je m'attends à du respect, pas pour moi-même, parce que, c'est secondaire, mais pour mon pays et le peuple que je représente et traiter un pays de xénophobe vous savez, c'est une insulte surtout si on tient compte de la Hongrie et personne ne peut notre droit à décider avec qui nous allons vivre, et, oui, nous avons l'intention que la Hongrie reste un pays hongrois et oui, nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui disent que le multiculturalisme est bon par définition, si vous le dites, nous le respectons…
– vous défendez cette idée d'invasion musulmane
– excusez-moi, pardon?
– vous défendez cette phrase, que votre premier ministre a utilisée, d'invasion musulmane
– je défends, bien sûr, les déclarations de mon premier ministre et je défends notre position
– terroristes potentiels…
– et je défends notre position que si vous permettez à des centaines de milliers de gens d'entrer sur le territoire de l'UE sans contrôle, est-ce que ça donne l'opportunité à des organisations terroristes d'envoyer leurs terroristes en Europe? Oui. Ce dont nous ne voulons pas, c'est un influx illégal, massif venant vers nous du sud, nous avons l'intention que la Hongrie reste un pays hongrois et nous ne croyons pas que le multiculturalisme est par définition le bien. Si vous le croyez, si les gens de ce pays le croient, nous le respectons, aucun problème, mais je vous prie, ne nous mettez pas sous pression, il y a eu une élection en avril, allons, ne le niez pas, il y a eu une élection en avril…
– que plusieurs dans l'opposition croient invalides
– ah voyons donc! Il y a eu un record…
– ils croient que votre parti a eu l'aide de fonds électoraux supplémentaires
– ce n'est pas sérieux!
– OK, je parle de ce dont l'opposition parle
– très bien représentez-les. 70%, 70% de participation, est-ce vrai ou pas? À nous seuls, nous avons reçu 48,6% 2,8 millions…

– qu’ils ont le sentiment rampant de travailler pour une dictature de RP
– ah, voyons donc!
– vous savez que des tribunaux administratifs sont établis, en plus des tribunaux existants, il y a un sentiment d’érosion de l’État de droit.
– ce n’est pas vrai!
– ceci n’est plus une démocratie, c’est un autoritarisme insidieux
– vous reprenez des mensonges. Vous reprenez des mensonges dans ce programme. Et je crois que c’est injuste! Que vous êtes biaisée. Vous avez un parti-pris! Vous ne tenez compte que de ceux qui sont frustrés parce qu’ils ont perdu des élections. Ils voulaient remplacer le gouvernement…
– OK
– désolé, le gouvernement a gagné une troisième élection consécutive avec une majorité constitutionnelle. Pourquoi ne respectent-ils pas le verdict populaire?
– le problème avec l’UE est qu’elle croit à la tolérance, la diversité et les droits de l’homme…
– est-ce votre problème, ou quoi?
– alors que vous les rejetez tous! Alors elle n’est peut-être pas pour vous!
– pourquoi insulter un pays de 10 millions d’habitants?
– la tolérance, la diversité et les droits de l’homme à cause des lois que vous êtes en train d’adopter. Ce ne sont pas MES lois, mais celles de votre gouvernement
– elles ne sont pas contre les valeurs européennes! Elles ne sont pas contre les valeurs européennes! Je comprends que la majorité de la gauche n’aime pas nos lois. Mais nous n’avons pas à nous soucier d’eux à ce propos, puisque ce sont les électeurs hongrois dont nous devons respecter les attentes.

(Merci à Jean Baptiste Moquelin)